

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Fusion-absorption : pas à l'ordre du jour au CLR

Y.F.I.  
Libreville/Gabon

LE Centre des libéraux réformateurs (CLR) ne compte pas emboîter le pas à Démocratie nouvelle (DN), au Rassemblement pour la restauration des valeurs (RV) et au parti des Sociaux-démocrates gabonais (SDG).

C'est l'une des principales annonces faites, le week-end écoulé par son président, Jean-Boniface Assélé, pour couper court aux allégations selon lesquelles une fusion-absorption serait en gestation avec le Parti démocratique gabonais (PDG). "Je dis que nous ne partirons pas là-bas (Ndlr : allusion au PDG). Nous resterons là. Si ça ne marche pas nous irons (Ndlr : à la présidentielle) avec nos moyens", a-t-il lâché sans sourciller.

Une énième bombe puante dont lui seul a le secret. Avec sa verve habituelle, il fustige l'opération de "déstabilisation" dont, dit-il, son parti est victime. "Depuis que nous avons créé le CLR, dit-il, nous avons été l'objet de beaucoup de critiques. Nous sommes des boas parce que lorsque nous avalons, nous ne rendons pas. Parce que nous sommes fidèles. J'ai toujours dit que s'il y a un, deux ou trois fidèles d'Omar Bongo, nous en faisons partie". Jean-Boniface Assélé de pour-



Jean-Boniface Assélé et les siens ne comptent pas se fondre dans le PDG, même si telle est la tendance actuellement.

suivre : " Depuis la mort de ce dernier et la renaissance d'Ali Bongo, nous sommes restés fidèles. Nous avons mis en place un organe, celui de la Majorité, dans laquelle il y a toutes les dispositions. Mais, ce que nous avons remarqué, c'est qu'on débauche quelquefois nos meilleurs éléments, sachant que nous appartenons tous à la Majorité. On ne se renseigne pas, on donne de l'argent aux autres et pas à nous, alors que nous nous battons pourtant. Nous respectons cela, mais à un moment donné,

nous disons non".

Avant d'ajouter : "(...) Pourquoi nous considère-t-on comme une sorte d'usine ? Mais parce qu'on ne nous respecte pas et qu'il fallait nous détruire en débauchant de notre parti les meilleurs, les jeunes". Par ailleurs, le général à la retraite a menacé de claquer la porte de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), si le "débauchage" en cours persiste.

À noter qu'au cours de la même sortie, les problèmes internes au CLR n'étaient pas en reste.

## SDG : les raisons du "oui" à la fusion-absorption avec le PDG

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

FINI le temps des "compagnons". Place désormais à celui des "camarades". C'est ainsi qu'il convient maintenant d'appeler Juste Louangou Bouyomeka, président des Sociaux-démocrates gabonais (SDG) et les siens. Les militants de cette chapelle politique se sont retrouvés le week-end écoulé à leur siège sis à Ambowe, à la faveur d'une Convention nationale extraordinaire, pour valider leur nouvelle orientation politique. Et ce, conformément au texte dudit parti. Occasion pour les délégués d'examiner le bien-fondé du revirement politique en cours (Ndlr : l'adhésion au PDG).

Pour le "Sdgiste en chef", cette fusion-absorption se justifie par plusieurs raisons. "La confiance, celle du chef de l'État à notre égard car, de par nos actions, nos prises de position, nous avons démontré avec la plus grande dextérité que le président de la République peut éprouver un sentiment de sécurité en notre présence", soutient-il. Dans le même registre, il affirme : "La responsabilité dont nous avons fait montre, en remplissant avec intransigeance et perspicacité notre devoir moral vis-à-vis du chef de l'État et la Nation gabonaise. L'engagement qui depuis de nombreuses années déjà nous lie au président de la République dans son combat pour le bien-être des Gabonais et des Gabo-



Le président du SDG, Juste Louangou Bouyomeka, lors de son intervention.

naises".

Avant d'ajouter : "La loyauté enfin, valeur qui nous caractérise de sorte que même poussés à l'extrême par des compatriotes de tout bord politique, nous avons tenu ferme et sommes restés sans broncher à défendre sa politique. Et ce, quelquefois pour certains au péril de leurs vies. La fidélité, celle appréciée par le président de la République, qui s'est satisfait de voir en chacun de nous des personnes capables de rester fidèles quand bien même les vents et orages se lèvent contre lui".

Telles sont les raisons ayant pesé dans la balance pour ladite fusion-absorption. Bon à savoir : le SDG se fonde au PDG avec dans ses rangs 7 députés 1 sénateur, 49 élus locaux dont, 6 maires et 4 présidents de Conseils départementaux.

## Miroir du gouvernement

### Rendre les routes plus sûres

À l'instar d'autres pays du continent, le Gabon a célébré, dimanche dernier, la Journée africaine de la sécurité routière.

Dans l'allocution circonstancielle du ministre des Transports, Brice Constant Paillat, on aurait bien voulu voir transparaître les actions qu'il entend mener afin de réduire les accidents sur nos routes. D'autant plus que dans le même temps, après l'accident survenu le 21 juin dernier à quelques kilomètres de Mouila, chef-lieu de la province de la Ngounié, qui avait fait six morts, le 19 novembre écoulé, à quelques encablures du village Tsaty, dans le département de Mulundu (Ogooué-Lolo), six compatriotes ont encore perdu la vie après la sortie de route de leur véhicule, consécutive à une embardée.

Si l'on ne peut occulter, comme l'a relevé à juste titre

Brice Constant Paillat, la responsabilité des usagers dans les drames survenus sur nos routes ces deux dernières années, on ne peut pas non plus, comme il a semblé le faire, passer sous silence celle des pouvoirs publics. D'autant plus que sans alcootests et autres instruments techniques, on voit mal comment les agents commis à la circulation pourraient convenablement lutter contre la conduite en état d'ivresse ou encore les excès de vitesse. Que peuvent-ils bien faire pour s'assurer régulièrement de l'effectivité des contrôles techniques dans les localités du pays dépourvues de structures appropriées ? Conséquence : ils semblent bien démunis pour lutter contre la circulation des "cercueils ambulants". Toute chose qui s'ajoute très souvent au mauvais état de la route.

Bref, tout ceci pour signifier qu'au-delà des campagnes

de sensibilisation et de prévention somme toute légitimes, l'on est en droit d'attendre, du ministre des Transports, des propositions pertinentes. Car, visiblement, la sensibilisation et la prévention ne suffisent plus. Il serait peut-être temps de passer la vitesse supérieure en étant plus rigoureux, tout en dotant les agents commis au contrôle de la circulation de moyens appropriés.

"La peur du gendarme", a-t-on coutume de dire chez nous, "est le commencement de la sagesse". Or, à ce qu'il semble, partout ailleurs, sur les routes gabonaises, les usagers n'ont plus cette appréhension. D'où, sans doute, la recrudescence des accidents mortels.

J.KOMBILE MOUSSAVOU